

L'école émancipée

TENDANCE DU SNES ET DE LA FSU

Vote
d'orientation
des syndiqué·es
à la FSU

DU 20 SEPTEMBRE
AU 11 OCTOBRE

Un vote pour des ten- dances ?

Le vote des syndiqué·es permet de mesurer l'audience des idées défendues par les tendances dans le SNES-FSU (dont le congrès s'est déroulé l'an dernier) comme dans la FSU. Il a ensuite une forte influence sur le contenu des revendications et des décisions - notamment en termes de mobilisations - prises par notre syndicat et notre fédération. Alors, oui, il faut d'abord voter

Mais, pour qui voter ?

Pas de vote par « habitude » ou par « légitimisme » mais bien un vote en accord avec vos idées, avec des choix forts pour notre fédération. Que vous vous reconnaissiez formellement ou pas dans la tendance de l'École Émancipée, que vous pensiez être « hors tendance » ou « sans tendance », pour renforcer une FSU combative et déterminée, n'hésitez pas, votez et faites voter École Émancipée.

Vers une lutte d'ensemble

Les mobilisations dans les lycées, pendant le période du bac et les mobilisations au printemps dans le premier degré ont déstabilisé Blanquer. Le SNES et la FSU ont pris toute leur part dans ces luttes. Cependant la politique ministérielle n'a pas été infléchie. Discrédité, il faut désormais le faire plier. Pour cela il est nécessaire d'avoir une FSU disponible, unitaire et fédératrice qui ne s'engue pas dans le « dialogue social » à la sauce Macron.

Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est rassembler tous les partenaires syndicaux, associatifs voire politiques, ainsi que les collectifs disponibles pour imposer, par le rapport de forces et les mobilisations, une école démocratique et émancipatrice face à l'école inégalitaire de Blanquer.

Avec les menaces sur nos retraites, le SNES et la FSU doivent sans attendre faire des propositions de mobilisations au niveau de la fonction publique et être partie prenante de la construction d'une dynamique interprofessionnelle unitaire.

Aujourd'hui il est possible de faire reculer Macron et sa politique libérale. Les personnels de la santé, de la Ratp, des finances sont en lutte et montrent la voie de la contre-offensive sociale. La construction d'une mobilisation d'ensemble des salarié·es est possible et nécessaire. C'est dans ce sens que le SNES-FSU et la FSU doivent s'engager !

- Pour consolider ce projet syndical résolu et combatif,
- Pour porter sans relâche notre identité syndicale originale de changer l'école et bâtir une société égalitaire, féministe et écologiste,
- Pour avancer dans un projet d'unification des forces syndicales de lutte et de transformation sociale,
- Pour renforcer notre syndicalisme pluraliste, nationalement comme dans les départements,

Votez et faites voter École Émancipée !



L'équipe nationale École Émancipée au SNES-FSU ce sont :

Secrétariat national : Marie Haye (Nantes) Clément Lefèvre (Rouen)
Bureau national : Agnès Akielewicz (Toulouse), Amandine Cormier (Créteil), Romain Gentner (Créteil), Guilaine De San Mateo (Bordeaux), Marc Rollin (Lyon), Julie Schmitt (Nancy-Metz)

Contact : eebnsnes@ecoleemancipee.org

 www.ecoleemancipee.org

 fb.me/EcoleEmancipee

Autoritarisme : la contagion hiérarchique

Blanquer, lorsqu'il utilise les moyennes de l'année pour remplacer les notes du baccalauréat, utilise les chefs d'établissement pour imposer sa politique et affirmer son mépris de toute contestation. La complicité massive de la hiérarchie dans cette mesure illégale est un



symbole de la servilité des chef-fes et de leur capacité à nuire au bon fonctionnement des équipes. Les IPR ne sont pas en reste tant ils s'efforcent de faire coller les pratiques en classe aux prescriptions issues directement du ministère, souvent en-dehors de toute recherche scientifique ou de bilan d'expérimentations. Les chef-fes et les IPR, main dans la main au moment des rendez-vous carrière, sont de plus en plus autoritaires, valorisant la servilité et la docilité plus que l'exigence intellectuelle et la rigueur pédagogique. Le pouvoir de sanction accordé aux chef-fes par la loi Blanquer n'est pas de nature à rassurer...

Voter ÉÉ, c'est renforcer un SNES et une FSU combattifs qui luttent contre l'autoritarisme d'où qu'il vienne et agissent pour renforcer les équipes contre l'arbitraire.

Les évaluations : un non-sens pédagogique ?

Que ce soit les évaluations nationales de 6°, celles des domaines du socle en cycle 3 ou pour le DNB (cycle 4) en collège ou encore les évaluations en contrôle continu en lycée, depuis des années les évaluations perdent leur sens aux yeux des élèves et des enseignant-es.

Aujourd'hui, les évaluations sont de plus en plus nombreuses et standardisées et visent à sélectionner les élèves, contrairement aux discours institutionnels autour de la bienveillance, de la différenciation ou de l'individualisation.

S'il faut maintenir des épreuves terminales nationales, garantes d'un même niveau d'attendus sur tout le territoire, l'évaluation en cours de formation doit cesser d'être au service d'indicateurs destinés à justifier les politiques, elle doit rester un outil pour les enseignant-es et leurs élèves au service des progrès scolaires.

Voter ÉÉ, c'est renforcer un SNES-FSU combatif qui décrypte la politique éducative de Blanquer et met tout en œuvre pour imposer notre projet d'école démocratique et émancipatrice.

En finir avec la précarité !

Temps incomplet imposé, salaires au quasi minimum de la Fonction publique, absence de reconnaissance professionnelle, contrat précaire... les accompagnant-es des élèves en situation de handicap ne sont pas reconnu-es à la hauteur de l'utilité de leur mission de service public. Les difficultés à joindre les deux bouts sont encore plus graves pour ces personnels que pour les enseignant-es. Mais ces derniers sont malgré tout de plus en plus touché-es par la précarité, de plus en plus de contractuel-les sont présent-es dans les salles des professeur-es. Mobilisons-nous pour dénoncer la précarité des AESH et des contractuel-les, gagnons ensemble un statut, un meilleur salaire et la reconnaissance des nouveaux métiers.

Voter ÉÉ, c'est défendre la titularisation de tou-tes les précaires, la création d'un statut pour tou-tes les AESH.



Mais, c'est quoi au juste cette histoire de tendances ?

Un collectif de près de 60000 syndiqué-es est forcément traversé par des débats sur toute une série



de sujets. Le SNES et la FSU ont fait le choix de les organiser et de les structurer démocratiquement.

C'est ce que permet l'existence de courants de pensée : les tendances, qui sont reconnues au sein de notre syndicalisme, c'est le pluralisme. Les tendances sont donc partie intégrante de notre syndicat et de

notre fédération, de ses décisions et de son fonctionnement. Elles le sont au même titre que les sections d'établissement, départementales ou académiques.

Des cinq tendances de la fédération, seules deux se sont engagées dans le quotidien de la FSU depuis sa création : UA et ÉÉ. Car la tendance "UA et sans tendance", comme l'École Émancipée, est bien une tendance malgré son nom.

Ne pas se laisser engluer dans leur "dialogue social"

Pour faire passer leurs réformes impopulaires - retraites, avenir de la Fonction publique et des services publics, réformes territoriales - le président de la République et le gouvernement prétendent renouer avec la concertation pour convaincre du bien-fondé de leur politique. Cet enfumage n'a d'autre objectif que d'essayer « d'endormir » les organisations porteuses d'autres projets et de tenter de « déminer » la colère sociale et la profonde crise de confiance entre la population et ce pouvoir.

Mobilisons largement pour gagner car c'est la construction d'un rapport de force qui permettra d'obtenir des avancées et d'avoir l'ascendant sur la concertation.

Voter ÉÉ, c'est renforcer la combativité de la FSU, refuser de s'engluer dans de pseudo-négociations mais construire des rapports de force pour imposer d'autres choix.

Retraites : mobilisons-nous dès maintenant !

La RATP a ouvert la mobilisation majeure de cette année : une bataille acharnée à mener pour mettre à bas le projet du gouvernement de mise en place d'un système de retraites par points que nous condamnons.

Avec cette réforme, tout le monde va voir sa retraite baisser et particulièrement les agent-es de la Fonction Publique dont les pensions vont diminuer de 18 à 25 %, à l'ex-

ception des hauts fonctionnaires ! Autrement dit, si la réforme passe, c'est la fin du Code des pensions et du statut de la Fonction Publique. Il faut donc se battre pour une unification par le haut dans le système actuel et, avant de reculer l'âge de la retraite, commencer par donner du travail à celles et ceux qui n'en ont pas !



Voter ÉÉ, c'est renforcer une FSU combative pour défendre les retraites des enseignant-es, des fonctionnaires comme de l'ensemble des salarié-es.

Salaires : 300€ ? oui mais tous les mois !

Blanquer a voulu communiquer sur les 300€ d'augmentation de la rémunération

des professeur-es. Il se moque bien du monde quand on constate tou-tes que l'urgence, c'est d'avoir 300€ de plus tous les mois ! Et tout de suite ! Cette augmentation équivaut aux 3,2 milliards de la suppression de l'ISF. C'est donc tout à fait possible ! Mobilisons-nous sans attendre et construisons des

convergences avec les autres salarié-es pour répartir en notre faveur les richesses accaparée par la plus-value et les actionnaires.

Voter ÉÉ, c'est renforcer une FSU combative pour augmenter les salaires de tou-tes.

Dénoncer la violence d'État

Ces derniers mois la liste des mort-es, des mutilé-es, des blessé-es par la police s'est dramatiquement allongée. Des ordres ont été sciemment donnés de viser des manifestant-es avec des flashballs, de jeter des grenades à hauteur des visages, de bousculer des personnes âgées dans les manifestations, de provoquer la noyade d'un jeune ne faisant qu'écouter de la musique et d'arrêter des militant-es syndicaux en marge des cortèges... Des violences jamais condamnées, couvertes par la hiérarchie jusqu'au sommet de l'État. L'École Émancipée a été déterminante pour que le SNES et la FSU nomment ces violences, les dénoncent et s'opposent à cette escalade.

Dénonçons fermement cette répression violente de la contestation sociale et réaffirmons avec force notre liberté de se rassembler et de défendre nos droits dans la rue.

Voter ÉÉ, c'est renforcer la FSU dans ses positionnements combatifs pour les libertés individuelles et contre les violences d'État.

Urgence climatique, une urgence sociale

Chaque jour se manifestent dans l'actualité les conséquences de la crise climatique, appuyées par des rapports du GIEC de plus en plus inquiétants qui accusent nos modes de vie et nos choix de production. Cette urgence concerne aussi les échanges et le partage des richesses que la course aux profits mondialisée a mis à mal, creusant les inégalités et aggravant les crises. Pour l'École Émancipée, les enseignant-es doivent prendre toute leur place dans les mobilisations environnementales. De la justice sociale dépendra la justice climatique, et inversement. C'est pourquoi le combat écologique est un combat éminemment syndical dont nous devons nous emparer pleinement. Faisons de la transition écologique une préoccupation durable de notre syndicalisme.



Voter ÉÉ, c'est renforcer la FSU dans son engagement au cœur des mouvements pour la justice climatique.

Les services publics, notre bien commun

Après la fermeture des petites écoles, des petits collèges, des bureaux de poste, des hôpitaux de proximité, des petites gares, la concession au privé des autoroutes... c'est au tour des aéroports de Paris (ADP) d'être dans le collimateur du gouvernement, pour la plus importante privatisation jamais réalisée en France. Cette opération participe à la braderie des services publics engagée ces dernières années, grignotant notre modèle social et renforçant les inégalités territoriales. Signons massivement le

référendum d'initiative partagée contre la privatisation d'ADP pour montrer notre attachement à nos services publics, infliger une défaite politique à Macron et promouvoir la participation démocratique de la population dans les choix politiques.

Voter ÉÉ, c'est renforcer une FSU combattive pour défendre et promouvoir les services publics.



Au collège : tri social et/ou garderie ?

La réforme du collège en 2016 a accéléré la décrépitude du « collège unique ». Si le collège parvenait déjà difficilement à rassembler l'ensemble des enfants d'une classe d'âge pour les faire progresser toutes et tous vers une culture commune, depuis 2016, les choses vont de mal en pis. La diminution des volumes horaires attribués aux classes, l'augmentation des effectifs et l'inclusion à marche forcée des élèves en situation de handicap ont rendu la tâche de plus en plus difficile aux personnels des collèges. Les projets de Blanquer vont accélérer les choses : pas question pour lui de promouvoir les dédoublements dans le second degré (estimant qu'ils ne sont utiles qu'aux moments des apprentissages premiers), pas question non plus de renoncer à l'inclusion des élèves de SEGPA, d'IME et d'ITEP dans les classes ordinaires. La gestion d'un tel niveau d'hétérogénéité dans les classes est réellement ingérable sans un allègement drastique des effectifs et le recrutement de personnels spécialisés aux côtés des enseignant·es. La bienveillance affichée se mue véritablement en maltraitance, des élèves et des personnels.

Voter ÉÉ, c'est renforcer un SNES et une FSU combattifs pour mobiliser tou·tes les agent·es en faveur d'un collège ambitieux pour tou·tes les élèves.

Au lycée : la réforme dans la douleur !

Aux effectifs chargés sont venus s'ajouter des emplois du temps complexes qui « débordent » du fait de la multiplication du nombre de groupes de spécialités, occasionnant un nombre incalculable de professeur·es par classe (jusqu'à 50 !). La notion d'équipe pédagogique a donc du plomb dans l'aile. Quant aux élèves, nombre d'entre eux·elles sont désorienté·es par la disparition du groupe classe. La pression à l'évaluation se fait sentir fortement avec les épreuves communes prévues dans la plus grande désorganisation !

Les moyens consommés par cette mise en place mettent en danger l'avenir des options et les dédoublements nécessaires pour de meilleures conditions de travail, no-

tamment dans les séries technologiques. Quant au bac, son existence comme examen national est plus que compromise ! Bref, tout le mal que nous pensions du lycée Blanquer, élitiste et encore plus inégalitaire, est confirmé !

Voter ÉÉ, c'est voter pour un SNES et une FSU à l'offensive sur cette question, qui coordonne les actions locales de lutte contre la mise en place de cette réforme et continue de revendiquer son abandon ! Mais aussi qui réfléchit à une organisation du lycée réellement émancipatrice, sans filières.



Lutter pour les droits des femmes

Les violences sexistes ou sexuelles dont sont victimes les femmes atteignent leur paroxysme dans les féminicides. Le Grenelle, opération de communication gouvernementale, ne va pas permettre de lutter contre l'ensemble des violences faites aux femmes au quotidien.

Lutter pour l'égalité des droits pour les femmes, c'est lutter pour l'égalité de tous les droits. Lutter contre les violences sexistes et sexuelles, contre le patriarcat qui veut reléguer les femmes à une position subalterne, est une absolue nécessité. La prise de conscience des violences faites aux femmes est réelle mais pourtant ce n'est pas gagné, les luttes continuent ! Nous devons prendre

toute part dans la construction des luttes féministes avec les mobilisations du 25 novembre et la grève du 8 mars.

Voter ÉÉ, c'est renforcer une FSU combattive engagée dans les luttes féministes.

